

Martin (Denis-Constant) - *Tanzanie. L'invention d'une culture politique.*

Monsieur Bertrand Badie

Citer ce document / Cite this document :

Badie Bertrand. Martin (Denis-Constant) - *Tanzanie. L'invention d'une culture politique.*. In: Revue française de science politique, 38^e année, n°6, 1988. pp. 974-976;

https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1988_num_38_6_411180_t1_0974_0000_002

Fichier pdf généré le 25/04/2018

à celle surtout qui s'est attachée à expliquer les innovations africaines, C. Rivière suggère qu'il existe un *sacré moderne* qui est « le domaine du préservé, du réservé, de l'autorité impérative, du soi-disant légitime indubitable. Les rites, dont les conséquences débordent leurs purs effets sociaux, font intervenir les notions d'autorité et de vérité qui permettent de transcender les conflits par référence à un intérêt supérieur » (p. 146-147). Ce sacré moderne peut en conséquence s'appréhender dans les rites qui le manifestent ouvertement, et c'est à propos des rites que C. Rivière entame véritablement son discours de la méthode en proposant, toujours inspirée de l'anthropologie, une définition/dissection de la notion de *rite séculier*, qui doit permettre l'analyse de tout phénomène de ce type par découpage jusqu'à ses composants ultimes et réduction à un modèle, mise en évidence des structures à des fins comparatives et interprétation symbolique. Ce travail accompli, les fonctions que remplissent ces rites peuvent alors être envisagées en ayant garde de ne pas retomber dans les pièges intégrateurs du fonctionnalisme d'antan et de prêter attention à la complexe ambivalence des rites séculiers ; enfin, l'étude de la genèse, de la transformation et de l'épuisement des rites doit permettre la saisie et la compréhension de la dynamique des liturgies politiques. Il ne s'agit pas là, bien sûr, d'une recette qu'il faudrait suivre à la lettre, mais d'une série d'indications susceptibles de conduire à des territoires encore mal défrichés, capables d'aider à leur exploration. De ce simple point de vue, *Les liturgies politiques* est œuvre d'épistémologie ouverte, extrêmement stimulante. Mais elle soulève encore d'autres questions. D'une part, comme chez Murray Edelman¹, les raisons de l'efficacité des liturgies, rites et symboles ne sont pas clairement établies ; plus exactement, il semble que leur dimension manipulatrice (par les pouvoirs en place) soit privilégiée sans que soit suffisamment prise en compte la participation volontaire, l'adhésion de ceux qui en sont partie prenante, des peuples, des masses, des foules, des citoyens, en un mot. Un autre détour par l'anthropologie peut se révéler nécessaire à ce point pour mieux percevoir comment fonctionnent les mécanismes de l'acceptation du pouvoir, y compris des pouvoirs oppresseurs. Car rites, liturgies, notamment à travers les symboles qu'ils mettent en circulation, produisent des effets proprement affectifs ou sentimentaux qu'on n'entrevoit guère ici : ils lancent des « signaux de séduction »², ils adressent des « messages émouvants »³ qui touchent le récepteur pour produire ce qu'il faudrait peut-être nommer une « prise d'inconscience », d'autant plus que dans cette forme symbolique et affective de communication politique, signaux et messages peuvent être reconstruits puis réémis par ces mêmes récepteurs. Il y a beaucoup à faire pour avancer dans cette direction, et C. Rivière permet justement d'aller un peu plus loin même si, comme tous ceux qui balisent ce chemin, il achoppe encore sur le problème de l'interprétation et de sa vérification (p. 149).

Denis-Constant MARTIN

Centre d'études et de recherches internationales

MARTIN (Denis-Constant) — *Tanzanie. L'invention d'une culture politique*. — Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Karthala, 1988. 22 cm, 320 p. Bibliogr. Index.

L'ouvrage de Denis-Constant Martin participe de façon compétente et décisive à la construction d'une sociologie politique de l'Afrique : faisant écho aux

1. Edelman (Murray), *The symbolic uses of politics*, Urbana, University of Illinois Press, 1977.

2. Braud (Philippe), « Du pouvoir en général au pouvoir politique », in Grawitz (Madeleine), Leca (Jean), sous la direction de, *Traité de science politique, 1 : La science politique, science sociale, l'ordre politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 335-393.

3. Ansart (Pierre), « Pour l'analyse des sensibilités politiques », in *Etudes dédiées à Madeleine Grawitz*, Paris, Dalloz, 1982, p. 141-152.

travaux de J.-F. Bayart, J.-F. Médard, C. Coulon, F. Constantin et bien d'autres, il s'inscrit dans une œuvre passionnante qui fait du continent noir l'objet privilégié d'une analyse politique renouvelée, faite de rigueur théorique et de connaissance de terrain, contribuant puissamment à l'élaboration d'une école française de politique comparée.

Plusieurs axes nourrissent cette ambition. Dès l'introduction, l'auteur avertit ses lecteurs : son propos sera de prendre en compte un « phénomène social total » (p. 17). Le choix est particulièrement pertinent : méthodologiquement, l'isolement ou le découpage du politique — ou de l'économique — selon des pointillés au demeurant purement imaginaires n'a que trop stérilisé tant les études africaines que celles qui, là ou ailleurs, se réclamaient, ou se réclament encore, d'une science politique étriquée prenant le parti d'ignorer la société. Eu égard à l'objet, la décision est sage, l'un des apports de D.-C. Martin étant de montrer de façon minutieuse les modes spécifiques d'articulation du politique, de l'économique ou de la stratification sociale dans ce qui fait la singularité de l'histoire (ou de la culture) tanzanienne : de ce point de vue, la troisième partie du livre relèverait certainement d'une anthologie du comparatiste.

Cette orientation méthodologique est confirmée par la volonté de privilégier une sociologie de l'invention : rompant autant avec le développementalisme qu'avec le culturalisme, D.-C. Martin examine l'ordre politique tanzanien comme le résultat d'un ensemble d'actions qui ne sauraient être réduites ni à la logique de l'importation ni à celle de la pérennisation d'une tradition. La première est même explicitement battue en brèche à travers la mutation de l'Etat tanzanien, copie presque conforme du modèle britannique en 1962, puis formule nouvelle inventée, dont les contours commencent à apparaître avec netteté dès 1965. Les ressorts de cette transformation sont faits en même temps d'échecs et de stratégies de consolidation du pouvoir détenu par les catégories dirigeantes. On est, là, à un point fort de la démonstration que rejoignent des constatations similaires faites sur l'invention progressive d'un « socialisme tribal » (p. 27), sa formalisation dans l'*ujamaa* dont l'auteur nous montre qu'il est rapide — et en fait dérisoire — de l'envisager comme « l'émanation d'une âme de la société africaine » : les postulats simplistes du culturalisme sont ici efficacement défaits. Placé au cœur du sujet, le lecteur peut avoir soif d'en savoir plus : si les processus politiques sont bel et bien inventés, cette création est-elle le fait exclusif d'acteurs institutionnels, dotés de ressources de pouvoir, comme le suggère la première partie, ou résulte-t-elle de leur insertion dans une dynamique sociale complexe faite de toutes les composantes de la société tanzanienne et plaçant « le pluriel aux sources de l'innovation » (p. 273 et suiv.), comme nous le montre magistralement la fin de l'ouvrage ? Ici se mêlent difficultés méthodologiques et théoriques : comment distinguer analytiquement entre l'action des « professionnels de la politique » et celle de l'individu « sans qualification politique » dans la production du changement ? Comment concevoir cette dernière autrement qu'à travers l'efficience de « la culture politique tanzanienne », au risque cependant de renouer (ne serait-ce que partiellement) avec une vision générique et légèrement réifiée de la culture ? Même si le livre ne donne pas toutes les réponses à ces questions qu'on ne sait actuellement que poser, il présente l'avantage de nourrir très efficacement le débat.

Un peu pour ces raisons, la sociologie des échecs que nous propose D.-C. Martin complète utilement sa sociologie des inventions ; l'échec des coopératives, puis celui de la « villagisation », celui de l'*ujamaa*, celui, en fin de compte, d'un modèle bien défini de développement économique et de développement politique sont analysés de façon précise mettant en évidence l'inefficacité, le manque de moyens et surtout, en réalité, le manque d'intérêt, le défaut de mobilisation de la population, marquant ainsi un décalage entre l'invention faite au centre et la manière dont elle est reçue à la périphérie. Plus profondément, on retiendra que la villagisation, « qui devait être volontaire et spontanée », fut en réalité « autoritaire et mal préparée » (p. 155). On trouve ici un des problèmes majeurs du développement : même si elle s'émancipe de la logique du copiage, par définition

improductive, ou de la pérennisation de la tradition, par définition insuffisante, l'invention de modèles nouveaux ne se comprend pleinement que dans la façon dont elle est inévitablement accaparée par les acteurs du centre, dont elle est reconstruite certes en fonction de leurs intérêts à court terme, mais, de façon plus décisive encore, en fonction d'une logique de l'Etat qui doit, en même temps, s'inscrire dans la courte durée et dans une répartition des rôles extrêmement rigide, dont on perçoit qu'elle est en réalité marquée en profondeur par la dualité occidental-centrique de l'Etat et de la société civile et par la prétention hobbesienne d'exercice de la souveraineté.

D.-C. Martin en montre les résultats : chaque échec favorise une intervention plus massive de l'Etat, alors qu'on pourrait plus clairement encore montrer que le remède était déjà en partie la cause du mal. Cette régulation sans cesse plus accusée par l'espace public (chap. 8) donne peu à peu naissance à un « Etat énorme » (p. 137), devenant progressivement un « Etat attrape-tout » (p. 142) et dont on nous montre, de façon utile et convaincante, qu'il n'éprouve aucun mal à contrôler le parti qui souffre de sous-information et donc d'une incapacité à décider hors des rouages de l'Etat (p. 138).

Ici intervient le dernier volet de la démonstration de l'auteur, certainement pas le moins intéressant : cet Etat en expansion, en situation de pléthore et de multi-fonctionnalité, se trouve doublement intégré dans la société tanzanienne, tant sur le mode instrumental que culturel. Du premier point de vue, D.-C. Martin le présente comme une « pompe aspirante et refoulante » (p. 125) dont on attend les bienfaits en compensation de son omniprésence. Cette logique de l'échange entre l'autorité et les services sociaux (p. 148) semble être entrée dans les mœurs politiques et avoir abouti à des résultats qui limitent d'autant « l'échec du modèle tanzanien ». L'argument est solide, même si on aurait souhaité mieux apprécier la manière dont ces appels à l'Etat peuvent se concilier avec l'hypothèse tout aussi séduisante de Hyden décrivant une économie d'affection qui se construit précisément à partir du refus d'interférence du politique et d'une culture économique irréductible aux postulats de l'économie de marché et de l'intervention de l'Etat : la mise au point de l'auteur (p. 175 et suiv.) est peut-être un peu rapide. Complément marquant l'aboutissement du livre, l'étude de l'adaptation culturelle de l'Etat nous offre une conclusion de grande qualité, tant sur le plan méthodologique, puisqu'elle introduit l'analyse du langage et la perspective sémiotique propre aux développements récents de l'analyse culturelle, que sur le plan des résultats, montrant notamment comment le swahili n'opère pas la distinction entre Etat, gouvernement et administration (p. 146), donne au développement le sens de la continuité, éloigné de l'idée de rythme et conforme aux idées proposées par Nyerere dans la définition de l'*ujamaa* (p. 243).

Cette recomposition de l'Etat dans la culture tanzanienne ne se limite pas à la seule inscription de celui-ci dans un répertoire connu : en corollaire, elle s'insère dans un mécanisme de contrôle social fort habilement dégagé par l'auteur (chap. 16). L'Etat énorme, par ce qu'il s'adapte à la culture tanzanienne, n'est plus l'Etat illimité ; il devient aussi dépendant des instruments du contrôle social, et notamment de la sorcellerie (p. 258 et suiv.) dont la pertinence politique est présentée de façon tout à fait convaincante.

On pourrait épiloguer sur la réalité et la limite de cette réintégration de l'Etat dans la société tanzanienne, sur ce qu'il conserve d'exogène, d'inadapté et de dysfonctionnel, sur le caractère évitable ou non de cette part résiduelle, et donc sur les limites de l'intervention politique. Mais quand on le fera à propos de l'Afrique en particulier, des sociétés extra-occidentales en général, ce sera désormais en partant des acquis de cet ouvrage dont on notera l'ultime qualité : savoir ne faire aucune concession aux modes, aux paradigmes pré-fabriqués et aux concepts abusivement universels.

Bertrand BADIE
Université de Clermont-Ferrand I
et Centre d'études et de recherches internationales